

ETUDE DES CIRCUITS FINANCIERS EN CÔTE D'IVOIRE

par Jean MICHOTTE
et André SCHWARTZ

L'analyse des circuits financiers en Côte d'Ivoire présente un double intérêt :

- Sur le plan pratique on observe que le large éventail des études économiques consacrées à la Côte d'Ivoire (macro-économie : comptabilité nationale par exemple ou micro-économie : enquêtes socio-économiques régionales) ne fait qu'une place très restreinte à la monétarisation du secteur d'autoconsommation, à la structure du crédit et à son impact sur le développement, aux modalités de financement de telle ou telle activité.

- Sur le plan théorique, il apparaît que les économistes du développement n'ont guère tenté d'appréhender les mécanismes de fonctionnement des économies sous-développées à travers les comportements financiers des agents et des groupes socio-économiques. Il s'agit là non seulement d'étudier l'attitude des individus vis-à-vis du gain, de la dépense ou de l'épargne mais aussi de préciser les décisions et réactions en matière financière (c'est à dire la stratégie financière) des ménages, des administrations et des entreprises selon le secteur d'activités, la nature de la firme, la nationalité de l'entrepreneur (européen, syro-libanais, ivoirien) les structures financières.

Il est donc apparu digne d'intérêt de faire le point sur cette question en dégagant parmi les matériaux statistiques non encore exploités les éléments qui peuvent permettre d'avoir une meilleure connaissance des circuits financiers. Cette première ébauche complétée par des enquêtes directes auprès des agents intéressés a pour objectif :

- d'une part, d'essayer de mettre en évidence certaines constantes dans le comportement des divers agents

- d'autre part, de tenter si possible une synthèse par l'élaboration d'un tableau d'opérations financières pour les années 1963, 1964, 1965. Ce serait un apport fort intéressant pour les services de la comptabilité nationale de pouvoir disposer d'informations susceptibles de montrer comment l'équilibre général de l'économie ivoirienne s'est traduit dans le domaine financier.

+
+ +

I - METHODE GENERALE D'ANALYSE DES CIRCUITS FINANCIERS

1) Inventaire des institutions financières.

Avant de préciser le rôle et le fonctionnement des institutions financières, il a fallu procéder à leur classement. Trois groupes ont été distingués :

- l'Etat : Trésor, Caisse Autonome d'Amortissement (CAA), Fonds National d'Investissement (FNI), Société Nationale de Financement (SONAFI), Office des Postes et Télécommunications (OPT), Caisse Nationale d'Epargne.

- Le système bancaire : BCEAO, BICI-CI, SIB, SGBCI, BIAO, BIDI.

- Organismes spécialisés de crédit : Caisse nationale de crédit agricole, Caisse nationale de crédit de la Côte d'Ivoire, Caisse centrale de Coopération économique, organismes de crédit divers (mobiliier, immobilier, automobiles), compagnies d'assurances.

2) La seconde phase de l'analyse a eu pour objet :

- de déterminer les objectifs et le mode de financement de ces différents organismes : à cet effet, il a été nécessaire de rassembler les textes législatifs se rapportant aux différentes institutions financières.

- de dégager les opérations financières de ces organismes à tra-

vers l'étude des bilans différentiels pour les années 1963, 1964, 1965.

Sur ce dernier point, l'analyse s'est heurtée à quelques difficultés :

- Au niveau des agents

Il n'a pas été possible de pouvoir disposer de bilans détaillés pour toutes les institutions financières. La plupart d'entre elles sont de création récente et ne détiennent pas encore l'intégralité des prérogatives qui leur est normalement confiée par les textes constitutifs. Le Trésor, par exemple, est en pleine restructuration et ne dispose pas actuellement d'une direction coiffant l'ensemble de ses services. Pour ce qui est du secteur bancaire, les organismes de contrôle (conseil national de crédit, commission de contrôle des banques) ne se mettent en place que progressivement. Tout cela entraîne un flottement dans les méthodes de comptabilisation des opérations.

- Au niveau des opérations

La libre circulation des capitaux entre la France et la Côte d'Ivoire et l'absence de contrôle des changes rendent difficile l'appréhension des flux financiers entre les deux pays. Le caractère embryonnaire du marché monétaire et financier ivoirien étroitement dépendant de l'extérieur empêche de considérer les agents et les opérations financières en Côte d'Ivoire comme des variables autonomes (mobilisation de l'épargne et sa transformation en avoirs à plus long terme).

II - ETUDE PARTICULIERE DE CERTAINS CIRCUITS

Après ce premier tour d'horizon concernant l'inventaire et les objectifs des institutions financières, il a fallu se pencher sur l'analyse de leur fonctionnement réel. Compte tenu de l'état de la documentation disponible, un choix a du être effectué entre les trois groupes retenus. Pour des raisons évidentes, il a paru opportun de commencer par l'étude des institutions financières du secteur public.

La méthode utilisée a été la suivante :

- d'une part, dégager les opérations financières des organismes retenus.
- d'autre part, mettre en évidence les interactions entre ces différents organismes.

Cette seconde étape a eu pour objectif, d'étudier, en premier lieu, le Trésor Ivoirien ; en second lieu, de mettre en relief ses relations avec les autres institutions financières à caractère public.

A - Plan de l'étude sur le circuit du Trésor ivoirien.

Le trésor étant théoriquement un organisme indépendant mais pratiquement la juxtaposition d'une série d'institutions au profit desquelles il a perdu une grande partie de ses prérogatives, il a paru souhaitable de ne pas dissocier l'étude de l'ensemble (TRESOR, SONAFI, FNI, CAA, OPT).

Deux points ont été abordés :

1° Une première partie concernant le Trésor stricto-sensu :

a) - L'évolution structurelle du Trésor depuis 1958. Trois étapes ont été distinguées :

- Unité de trésorerie et de comptabilité de 1912 à 1958
- Unité de trésorerie et comptabilité distincte 1959 - 1962
- Autonomie du Trésor ivoirien

b) - Etude de la balance du Trésor

c) - Présentation de la balance générale du Trésor et ses limites :

- Recensement des opérations monétaires et financières du Trésor

d) - Mise en place de tableaux d'opérations de trésorerie pour les années 1962 - 1963 - 1964 - 1965.

2° Une seconde partie concernant le Trésor au sens large

Cela a consisté à mettre en évidence les inter-actions existant entre :

- le Trésor et la SONAFI
- Le Trésor et le FNI
- Le Trésor et la CAA
- Le Trésor et l'OPT

B - Le système bancaire

Le système bancaire (en particulier la BCEAO et les banques commerciales) a fait l'objet d'une première investigation par la consultation des documents existants et l'élaboration sommaire de bilans différentiels pour 1963, 1964.

Le service d'étude de la BCEAO collecte et publie des séries statistiques concernant les activités des banques commerciales et de certains organismes de crédit qui devront faire l'objet d'un traitement particulier pour pouvoir les intégrer dans un cadre plus économique (l'optique de la BCEAO étant avant tout comptable). Cette analyse rapide a permis de voir comment opérer ce traitement. Les informations relatives à l'année 1965 ne sont pas encore disponibles. Il a paru plus fructueux de procéder à une enquête sur l'équilibre financier des entreprises industrielles.

C - Etude d'un échantillon d'entreprises

Il s'agit d'établir par branche et globalement un compte de capital des entreprises et de cerner leurs opérations financières.

. Dans un premier point, un état des investissements réalisés par branche pour la période 1962 - 1965 sera établi. Les résultats obtenus pourront être confrontés avec les informations obtenues au Plan selon une méthode différente.

. Dans un second point, il sera procédé à l'étude des modalités de financement. Les opérations financières forment un tout et il est artificiel d'isoler les ressources devant correspondre au financement des investissements. Il a semblé nécessaire de mettre en évidence certains agrégats par l'utilisation des bilans différentiels :

- Immobilisations, valeur d'exploitation, avoirs réalisables et disponibles (bancaires et hors bancaires).

- Amortissements, capitaux propres, emprunts, dette à court terme (bancaires et hors bancaires).

Cette étude en cours a nécessité la constitution d'un échantillon représentatif d'entreprises puis le traitement des bilans et documents

fiscaux. Cette enquête statistique est assez lourde mais elle est indispensable à la compréhension du phénomène étudié.

L'analyse de la série 1962 - 1965 permettra de fournir quelque enseignement sur le taux d'autofinancement, l'importance du crédit interentreprise et du financement direct extérieur ; par recoupement avec les données statistiques bancaires d'obtenir pour l'argent "entreprise", la ventilation (par grandes masses) de ses opérations financières.
